



PRÉFET DE LA LOIRE

Direction départementale
de la protection des populations
Environnement et prévention des risques

Dossier suivi par : Rachel ASTIER-TISSOT
Tél : 04.77.43.44.44
Fax : 04.77.43.53.02
Mél : ddpp-epr@loire.gouv.fr

SOCIETE STEPHANOISE D'ABATTAGE
A l'attention de M. Ludovic PACCARD
257 allée de la Halle
POLE DE LA VIANDE
42350 LA TALAUDIERE

Réf : n° DDPP42 2016 00491
Objet : Compte rendu de réunion

Saint-Étienne, le 02 février 2016

Monsieur,

Je vous adresse le compte rendu de la réunion du 02 février 2016 à laquelle j'ai participé accompagnée Rachel Astier-Tissot Inspecteur de l'environnement.

Cette rencontre a permis de prendre connaissance de l'état d'avancement des actions requises lors de l'inspection du 12 novembre 2015 et dans l'arrêté de mise en demeure du 15 décembre 2015.

Les principaux points abordés sont développés ci-dessous :

- Le curage des réseaux de collecte des eaux usées est finalisé le 11 décembre 2015, jusqu'à la limite de propriété. Les justificatifs des différentes opérations ont été transmis à l'inspection.
- L'analyse des sulfures dissous dans les eaux usées est programmée jusqu'à mi-mars. Les résultats sont transmis à l'inspection. Les données recueillies pourront être mises en perspective avec les horaires des plaintes mentionnées dans le registre.
- L'injection de produits masquants dans les eaux usées est abandonnée. Des consultations ont été menées pour procéder à la captation ou masquage des odeurs sur les boues d'épuration. Vous allez rencontrer dans les semaines à venir, des exploitants ayant mis en place ces dispositifs pour avoir leur retour d'expérience. Les techniques évoquées lors de cette réunion sont la captation et passage sur des filtres à charbon, ou la dispersion d'un nuage d'huiles essentielles. L'inspection sera informée du procédé retenu. L'injection de produits masquants ne doit cependant pas être écartée. Elle doit être retenue comme une solution à des problèmes ponctuels et peut être préconisée en cas de traitement d'appoint.
- La couverture de la zone d'attente des bacs de stockage des refus de dégrillage de la station de pré-traitement est prévue pour le premier semestre 2016. Deux prestataires sont consultés pour la réalisation de cet ouvrage. L'avancement du projet sera présenté à la Mairie de La Talaudière lors de la réunion de présentation du plan d'action que vous mettez en œuvre pour gérer les odeurs sur site.

- La saisie des données d'auto surveillance sur le logiciel GIDAF pour les eaux industrielles est effective depuis janvier 2016. Ce point répond à la demande de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 15 décembre 2015.
- Un prestataire va procéder à l'évaluation de la conduite de l'outil de pré traitement. Il vous accompagnera dans les mois à venir pour l'exploitation de cette dernière. Cet action répond à la requête de l'article 2 de l'arrêté préfectoral précité. Les conclusions de l'audit et le contenu du contrat d'accompagnement seront transmises à l'inspection.

Pour faire suite à votre demande, je vous confirme la tenue d'une réunion de présentation du plan d'action des acteurs du pôle de la viande, le 10 mars 2016 à 9h00 en mairie de La Talaudière.

Restant à votre disposition pour toute précision que vous jugerez utile, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

La Directrice Départementale de
Protection des Populations



Nathalie GUERSON